



**OBJET : REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION  
RUE GALILEE POUR L'INSTALLATION D'UNE NACELLE**

**Le Maire de Champs-sur-Marne,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2212-2 et L.2213-1,

**VU** le Code de la Route, notamment les articles R.411-8 et R.411-25,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

**VU** l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière d'août 2009,

**VU** l'Arrêté municipal n°49 en date du 06 mars 2008 relatif à la coordination des travaux de voirie,

**VU** la demande de l'entreprise MTECHSERVICES en date du 09 juillet 2025, d'arrêté réglementant le stationnement et la circulation pour l'installation d'une nacelle, rue Galilée, du 26 au 27 août 2025,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de ses pouvoirs de police, le Maire est chargé du bon ordre, la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques ainsi que de la circulation et du stationnement,

**CONSIDERANT** les travaux via nacelle effectués par l'entreprise MTECHSERVICES, vont perturber la circulation et le stationnement, ceux-ci doivent être réglementés afin d'assurer la sécurité des usagers et une bonne conservation du domaine public ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Les 26 au 27 août 2025, rue Galilée, au droit du n°8 :

- Le positionnement d'une nacelle sera exceptionnellement autorisé en partie sur trottoir,
- Une signalisation claire et visible de l'engin sera mise en place,
- La circulation des piétons devra être assurée en permanence et en sécurité par un balisage ;
- Le dépôt de matériel ou de matériaux est interdit sur le domaine public

**ARTICLE 2** : Les 26 au 27 août 2025, rue Galilée, au droit du n°8 :

- Le stationnement sera interdit et réservé sur 6 places,
- Une signalisation claire et visible devra être mise en place,
- La circulation des piétons devra être assurée en permanence et en sécurité par un balisage,
- Le dépôt de matériel ou de matériaux est interdit sur le domaine public

**ARTICLE 3** : L'entreprise MTECHSERVICES veillera à reprendre le revêtement de la chaussée et du trottoir qui devra être conforme et identique à l'existant

**ARTICLE 4** : L'entreprise MTECHSERVICES prendra toutes les dispositions de façon à réduire au minimum la gêne pour le passage des véhicules de secours, des véhicules de transports en commun et des véhicules de collecte des déchets ménagers ;

**ARTICLE 5** : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière sera mise en place 48h00 avant, par l'entreprise MTECHSERVICES est maintenue de manière opérationnelle pendant toute la durée de l'intervention, l'entreprise MTECHSERVICES en apportera la preuve à la Commune ;

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté n'est opposable aux usagers qu'une fois la mise en place de la signalisation réglementaire prévue par l'arrêté interministériel en vigueur ;

**ARTICLE 7 :** Toute contravention au présent Arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur, notamment tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant au sens de l'article R.417-10 du Code de la Route ;

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté qui sera inscrit au Registre des Arrêtés, et dont l'ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Commissaire de Police de Torcy,
- MTECHSERVICES.

Fait à Champs-sur-Marne, le 07 août 2025

Le Maire certifie que le présent extrait conforme au Registre des Arrêtés, dispensé de transmission au représentant De l'Etat, a été publié le :

08/08/2025

Qu'il est donc exécutoire à compter de cette date.

Le Maire,

  
Maud TALLET



Le Maire,

  
Maud TALLET



Le présent acte administratif peut être contesté par voie de recours devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et/ou de sa publication ou notification.  
Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique télé-recours citoyen accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)